



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1360

19 octobre 2018

- **Morts et blessés par balles, lors d'une manifestation historique contre la corruption en Haïti**
- **PetroCaribe/Corruption : L'organisation humanitaire Action Aid appuie la mobilisation citoyenne du 17 octobre 2018**
- **Séisme : Le Coddemir souhaite une prévention efficace des risques des catastrophes naturelles en Haïti**
- **Le relogement des familles, sinistrées dans le séisme du 6 octobre 2018, est la priorité de l'heure**

>> **Morts et blessés par balles, lors d'une manifestation historique contre la corruption en Haïti**

Malgré les manœuvres d'intimidation, des marées humaines, estimées à des dizaines de milliers de personnes, ont défilé contre la corruption, ce mercredi 17 octobre 2018, dans les rues des grandes villes en Haïti. Port-au-Prince, la capitale, Petit-Goâve et Léogane (département de l'Ouest), Cap-Haïtien (Nord), Les Cayes (Sud), Gonaïves et Saint-Marc (Artibonite), Jacmel (Sud-Est), Port-de-Paix (Nord-Ouest), Hinche et Mirebalais (Plateau central), Ouanaminthe (Nord-Est, sur la frontière commune avec la ville dominicaine de Dajabon), Miragoane (Nippes) ont vu des manifestants défilé, par vagues successives, pour exiger une reddition des comptes, spécialement autour de la gestion de plus de 3 milliards de dollars américains des fonds PetroCaribe, une aide du Venezuela. La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, qui avait déjà émis des opinions en amont sur la gestion de ces fonds, devrait se prononcer de nouveau d'ici le mois de janvier 2019, sur 2 rapports de deux commissions spéciales du sénat, transmis en février 2018, à la suite d'une séance clandestine entre sénateurs proches du pouvoir actuel. Depuis janvier 2018, 63 plaintes ont été déposées au bureau du juge d'instruction en charge du dossier PetroCaribe, Ramoncite Accimé. Les manifestantes et manifestants réclament également la démission de toute l'équipe actuelle au pouvoir, incluant le président Jovenel Moïse, lui aussi soupçonné

d'implication dans la dilapidation des fonds PetroCaribe. A l'occasion de la cérémonie du 17 octobre 2018, 212^e anniversaire de l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines, fondateur de la nation haïtienne, Jovenel Moïse a, tout de même, promis de faire aboutir le procès PetroCaribe. Mais, la police nationale, apparemment débordée, a lancé des gaz lacrymogènes pour disperser le mouvement, en province et dans la capitale. Bilan provisoire : au moins 2 personnes tuées par balles, des dizaines d'autres blessées par balles, et plus d'une soixantaine d'arrestations, jugées arbitraires par les organismes de droits humains. La *New England Human Rights Organization (Nehro)* avait mis en garde, le 15 octobre, contre toute velléité de réduire l'institution policière en une milice politique pour réprimer les manifestations anti-corruption du 17 octobre. Plusieurs organisations ayant appelé à ces mobilisations dénoncent que lors de visites irrégulières, le weekend écoulé, dans plusieurs commissariats de police, Jovenel Moïse aurait distribué des fonds à des policiers nationaux, . . . La Fondation je klere et le Réseau national de défense de droits humains s'élèvent contre une cascade de violations de droits, perpétrées par des agents de la police nationale. Un regroupement d'organisations sociales exige, désormais, la formation d'un comité politique de transition, qui aurait un mandat de 30 mois pour remettre Haïti sur les rails.

>> **PetroCaribe/Corruption : L'organisation humanitaire Action Aid appuie la mobilisation citoyenne du 17 octobre 2018**

L'organisation humanitaire Action Aid Haïti a apporté sa solidarité à la mobilisation citoyenne du 17

octobre, contre la dilapidation des fonds PetroCaribe en Haïti. Des sanctions doivent être prises. La

justice doit exiger des personnes, reconnues coupables, la restitution de l'argent gaspillé, afin que soient exécutés de bons programmes de développement dans les communautés, souhaite Elizabeth Richard, cadre d'Action Aid Haïti, dans une interview accordée à la station privée AlterRadio. La somme, qui aurait été gaspillée, aurait pu servir à construire des centres de santé et des infrastructures routières dans les zones vulnérables, affirme Action Aid Haïti. « Les communautés, avec qui nous travaillons, sont conscientisées. Elles

comprennent la nécessité de demander des comptes sur la gestion de ces fonds publics », fait savoir Action Aid Haïti. Depuis août 2018, différentes mobilisations citoyennes ont déjà eu lieu, dans le pays et à l'étranger, pour demander des explications sur la gestion de plus de 3 milliards de dollars américains du programme PetroCaribe. Plusieurs anciens hauts fonctionnaires de l'Etat sont soupçonnés d'implication dans la dilapidation de ce montant.

>> Séisme : Le Coddemir souhaite une prévention efficace des risques des catastrophes naturelles en Haïti

Le Collectif des organisations de défense des droits des migrants et rapatriés (Coddemir) exhorte l'Etat à garantir une prévention efficace des risques des catastrophes naturelles dans le pays. Il demande aux autorités d'assurer la protection des vies et des biens, à l'occasion de la journée mondiale de la prévention des catastrophes naturelles, le vendredi 12 octobre. Il appelle également la population à rester vigilante, en respectant les consignes des autorités, lors du passage de ces phénomènes naturels. « La population ne reçoit que peu d'informations sur ces sinistres, sur les comportements à adopter avant et après ces événements ». Il est impensable, au 21e siècle, « que des gens continuent de croire que les catastrophes naturelles sont une punition divine », déplore l'organisme de défense des droits des migrants et rapatriés. En ce sens, il encourage les responsables étatiques à lancer des campagnes d'éducation dans tous les coins reculés du pays, en

utilisant les leaders d'opinions, les églises, les écoles et les médias. Il les exhorte aussi à veiller à ce que les constructions respectent les normes parasismiques. Le Coddemir demande au gouvernement haïtien, à la société civile et aux organismes internationaux, d'élaborer un plan national qui visera à sortir Haïti dans la catégorie de pays « vulnérable » face aux désastres naturels. Le séisme de magnitude 5.9 sur l'échelle de Richter, qui a frappé le Nord et le Nord Ouest d'Haïti, le samedi 6 octobre, montre clairement que le pays est toujours aussi vulnérable qu'avant, souligne-t-il. Le dernier bilan provisoire de ce tremblement de terre fait état de 17 morts et 400 blessés. 79 écoles ont été détruites ou endommagées, dans les départements du Nord-Ouest, du Nord et de l'Artibonite. Des répliques ont été enregistrées le dimanche 7 octobre, puis dans la soirée du 16 octobre, en différents points du territoire national, dont la ville de Port-de-Paix (Nord-Ouest).

>> Le relogement des familles, sinistrées dans le séisme du 6 octobre 2018, est la priorité de l'heure

C'est, du moins, l'avis du député de la circonscription de Gros-Morne (Artibonite), Fritz Chéry et de la journaliste française Amélie Baron, qui intervenaient à l'émission *TiChèzBa*, en diffusion sur la station AlterRadio 106.1 FM et alterradio.org. Les familles, qui dorment à la belle étoile, ont besoin d'être relogées dans des abris sûrs, fait savoir le parlementaire, qui dénonce une certaine lenteur dans les interventions de l'Etat sur le terrain. En ce moment, les kits alimentaires ne sont pas une priorité pour les personnes sinistrées. Il encourage les autorités, à envoyer, de préférence, des matériaux de constructions, comme tôles et bois, pour aménager des abris pour les victimes. Il faut une évaluation des bâtiments affectés, pour identifier les besoins et mieux accompagner les familles victimes. La vie n'a pas encore repris à Gros Morne, où la population vit toujours dans l'inquiétude, à cause des répliques persistantes, indique Fritz Chéry. « L'ensemble des institutions est affecté. On ne peut pas rapidement recommencer à fonctionner. Les dégâts matériels sont considérables, même s'il y a seulement 7 morts ».

Certaines personnes ont tendance à évaluer l'intensité du séisme, par rapport au nombre de morts, sans vraiment considérer les dégâts matériels. À Gros Morne, il y a eu 510 maisons détruites, 1 600 fortement endommagées et 1 806 autres fissurées. C'est un bilan très lourd, notamment pour les petites bourses de cette commune, où vivent environ 160 000 personnes. À part les blessés, qui ont reçu des soins que nécessitaient leurs cas, d'autres familles sinistrées dont les maisons ont été détruites, sont livrées à elles-mêmes à Port-de-Paix (Nord-Ouest), témoigne la journaliste Amélie Baron. La majorité d'entre elles se sont réfugiées dans des églises. A l'hôpital de l'Immaculée Conception de Port-de-Paix, des personnels de santé ont été contraints d'offrir des soins en plein air à cause des répliques persistantes. La pluie, qui s'est mêlée à la partie, a compliqué leurs tâches. Les averses ont aussi rendu plus difficile la situation de ceux qui préféreraient rester dehors, par mesure de sécurité. La plupart des victimes se sont mortellement blessées, quand elles ont couru dans tous les sens, lors du séisme.